

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre :

LA COMMUNE DE GRASSE, identifiée sous le numéro SIREN 210 600 698 et représentée par son Maire en exercice, **Monsieur Jérôme VIAUD**, agissant au nom et pour le compte de ladite Commune en vertu de la délibération du Conseil Municipal n°2023-xx en date du 4 avril 2023,

Adresse : Hôtel de Ville, Place du Petit Puy, BP12069, 06131 GRASSE CEDEX

D'une part,

ET

La société ADOMA

Adresse : Direction Territoriale des Alpes Maritimes et de la Corse, 5 rue Joseph Passeron 06300 NICE

Représentée par Madame Géraldine Fettig, Directrice Territoriale

D'autre part

Ci-après dénommées conjointement « les Parties »

PRÉAMBULE

ADOMA est confronté à des faits de dégradations, de nuisances, d'incivilités et d'actes de délinquance dans l'enceinte de son parc immobilier.

Face à ces phénomènes, ADOMA, la gendarmerie nationale et la police nationale ont décidé depuis des années d'établir une collaboration partenariale au travers de conventions, nationales et locales, dans un souci de complémentarité des actions menées par chacun et dans une logique de territoire.

Afin de compléter et d'en apporter une déclinaison locale au plus près des besoins de chacun sur la commune de Grasse, il est convenu par la présente convention, d'établir une collaboration partenariale et coopérative entre Adoma et la Police Municipale de Grasse.

Aussi considérant que cette convention :

- vise notamment à prévenir et lutter avec plus d'efficacité contre les infractions commises à l'encontre des personnes et des biens et de préserver ou ramener, en priorité sur les sites considérés comme les plus vulnérables, la sécurité et la tranquillité des lieux,
- vise à faciliter l'échange et la circulation d'informations entre les parties signataires,

Et que :

- ces dispositions sont applicables pour la Police Municipale à l'ensemble du parc immobilier d'ADOMA situé au sein de la commune,

adresse : 1. Résidence sociale -ST Exupéry, 19 avenue Jean XXIII - 06130 Grasse

2. Résidence sociale - Chiris, 4 avenue Chiris - 06130 Grasse

ARTICLE 1

ADOMA pour chacun de ses sites, couverts par le régime fixé par la présente convention, désigne aux services de la Police Municipale des référents locaux et territoriaux. Ces éléments sont communiqués en annexe 1 du présent document.

Au niveau de la Police Municipale est désigné un point d'entrée unique représenté par Monsieur le Directeur de la Police Municipale, qui avec le Coordinateur chargé de la prévention de la délinquance et des partenariats de la commune (coordonnateur du CLSPD), deviennent les interlocuteurs privilégiés.

Ils prennent en charge la déclinaison de la présente convention, et assurent le partenariat avec le Coordinateur Régional sûreté-sécurité d'ADOMA, sur toutes les questions relatives à ce domaine.

Les coordonnées des référents, des unités de la Police Municipales et modalités sont jointes en annexe 2 de la convention.

ARTICLE 2

Un bilan semestriel est adressé par ADOMA au chef de la Police Municipale afin de rendre visible l'évolution des actes de malveillance sur le territoire concerné notamment en matière d'atteintes aux personnes et aux biens, de trafics de stupéfiants supposés et d'aborder les retours d'expérience.

ADOMA est un partenaire du CLSPD de Grasse, organisé par le coordonnateur du CLSPD, et sera associé aux travaux du groupe de travail dédié (Par exemple : GT Habitat, cadre de vie et tranquillité).

ARTICLE 3

Toute situation **urgente** doit faire l'objet d'un appel à la Police Municipale concomitamment à la police nationale en composant le **04 93 40 17 17** et en composant le numéro « **17** ».

Pour les affaires qui nécessitent une information des services de Police nationale **sans caractère d'urgence**, le Coordinateur sûreté-sécurité d'ADOMA prend attache avec l'unité de police nationale compétente.

ARTICLE 4

Toutes les infractions relatives aux atteintes aux biens et à fortiori aux personnes, à l'intérieur des sites ADOMA doivent faire systématiquement l'objet d'un dépôt de plainte pour initier l'enquête qui doit permettre l'identification et la recherche des auteurs. Les lieux de commission des faits doivent être préservés jusqu'à l'arrivée des forces de l'ordre, sauf cas de force majeure.

Afin de faciliter le dépôt de plainte des agents habilités par ADOMA dans les meilleures conditions, les contacts téléphoniques préalables avec les référents seront privilégiés.

Hors les situations d'urgence nécessitant une intervention immédiate des forces de l'ordre, et lorsque l'auteur des faits est inconnu, les agents pourront effectuer une pré-déclaration de plainte sur internet sur le site www.pre-plainte-en-ligne.gouv.fr en remplissant un formulaire guidé. Ce dispositif permettra d'obtenir un rendez-vous pour signer la plainte à la date et auprès du commissariat.

La qualité de « personne chargée d'une mission de service public » sera rappelée notamment lors de violences volontaires.

ARTICLE 5

ADOMA prend toutes mesures utiles pour assurer la tranquillité des bâtiments relevant de son patrimoine (telles que définies dans le code de la construction et de l'habitation) et la tranquillité résidentielle (telles que définies par les obligations du bailleur).

ADOMA peut solliciter l'intervention du correspondant sûreté du commissariat de police territorialement compétent afin de bénéficier de conseils de sûreté, d'une consultation voire d'un diagnostic ou audit de sûreté notamment en matière de vidéo protection.

ARTICLE 6

Pour les situations d'infractions pénalement répréhensibles les plus préoccupantes dans les parties communes (occupation sans droit ni titre nuisances de tous types, ...), le coordinateur sûreté-sécurité d'ADOMA se rapproche de la Police Municipale en informant parallèlement le commissariat de police afin d'envisager une réponse circonstanciée, rapide et commune.

A cette fin ADOMA transmet toutes les informations utiles en sa possession (nombre de squatteurs présents, tranche horaire, localisation précise au sein du bâtiment ...).

Les parties peuvent se réunir autant que de besoin, à la demande d'une ou l'autre, en vue d'évoquer les situations des résidents ou des squatteurs ou tiers-occupants mis en cause pour avoir commis des infractions générant un trouble important à l'ordre public au sein du parc immobilier et constituant un trouble de jouissance.

ARTICLE 7

Afin de faciliter l'intervention des forces de l'ordre au sein des immeubles de son patrimoine, ADOMA s'assure que les services de police nationale ainsi que les services d'incendie et de secours sont en mesure d'accéder aux parties communes aux fins d'intervention. A ce titre, la délivrance d'une réquisition ne sera pas un préalable nécessaire à une intervention au sein des résidences concernées.

Modifié par la loi n°2021-1520 du 25 novembre 2021-art.20.

ADOMA accordera à la Police Municipale une autorisation permanente de pénétrer, par la remise de badges d'accès, dans ces mêmes parties communes et renouvellera chaque année ladite autorisation.

En outre, ADOMA s'engage à mettre à disposition de ses interlocuteurs l'ensemble des informations relatives à son patrimoine (organigramme, digicode, plans des sites).

La présence ou l'installation de vidéoprotection est également portée à la connaissance des services de la Police Municipale compétents et la transmission des enregistrements vers les services régaliens intervient dans le cadre de la législation en vigueur.

ARTICLE 8

Les signataires ou leurs représentants se réunissent à minima annuellement, ou à la demande de l'un d'entre eux, afin d'évaluer les actions entreprises dans le cadre de ses dispositions et en dresser le bilan.

ARTICLE 9

La présente convention entre en vigueur à compter de la signature et pour une période d'un an, tacitement renouvelable, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties avec un préavis de trois mois.

ANNEXES

Accusé de réception en préfecture
006-210600698-20230404-2023-70-DE
Date de télétransmission : 05/04/2023
Date de réception préfecture : 05/04/2023

Sont annexées à la présente convention les pièces suivantes :

- 01 : Liste des référents locaux et territoriaux ADOMA
- 02 : Liste des référents de la Police Municipale et de la commune de Grasse

Fait en deux exemplaires à GRASSE le,

Pour la société ADOMA

Le Maire

La Directrice de la Direction Territoriale
des Alpes Maritimes et de la Corse,
Madame Géraldine Fetting

Jérôme VIAUD
Vice-président du Conseil départemental
des Alpes-Maritimes
Président de la Communauté d'Agglomération
du Pays de Grasse

Annexe n°1

Liste des référents locaux et territoriaux ADOMA

- **Coordinatrice régionale Sûreté-sécurité (PACA et OCCITANIE) :**
 - Mme Ann'Estelle Ferey – anne-estelle.ferey@adoma.cdc-habitat.fr – 06 24 97 29 76
- **Directrice territoriale des Alpes Maritimes/Corse :**
 - Mme Géraldine Fettig – geraldine.fettig@adoma.cdc-habitat.fr 06 24 83 31 70
- **Directrice territoriale adjointe Secteur Ouest, Nicéa et Corse :**
 - Mme Michèle Cousin – michele.cousin@adoma.cdc-habitat.fr – 06 25 59 54 74
- **Responsable Maintenance territorial secteur Ouest, Nicéa :**
 - Jean-François ROUX – jean-francois.roux@adoma.cdc-habitat.fr – 07 63 62 99 60
- **Responsables de résidence des 2 résidences sociales de Grasse :**
 - Mme Sandrine Cœurderoy
 - sandrine.coeurderoy@adoma.cdc-habitat.fr - 04 93 40 11 07
 - Mme Coralie Schaefer
 - coralie.schaefer@adoma.cdc-habitat.fr – 04 93 40 11 07

Annexe n°2

Liste des référents Commune de Grasse

- **Point d'entrée Police Municipale**

- Standard PM : 04.93.40.17.17
- Monsieur Hervé CHOSSON, Directeur de la Police Municipale de Grasse
- Monsieur François BORELLA, Chef de service Police Municipale, Adjoint au Directeur
- Monsieur Jean-Noël FUNEL, Chef de service adjoint Police Municipale, Responsable du BOE

- **Coordonnateur CLSPD**

- Madame Margaux RAVARY – margaux.ravary@ville-grasse.fr – 06.23.74.50.30 – 04.97.05.49.42